

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

Mobilisation nationale massive contre la baisse des dotations de l'Etat : une première victoire pour les territoires

La journée nationale d'action du 19 septembre « **Ensemble, faisons cause commune** » initiée par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité pour informer les habitants des conséquences directes, pour leur vie quotidienne, de la baisse des dotations de l'Etat, a remporté un très grand succès.

Des dizaines de milliers d'initiatives sont en effet observées partout en France et très largement relayées sur les réseaux sociaux et dans la presse.

Ces actions, dont l'initiative était laissée à l'appréciation de chaque commune, a pris de nombreuses formes : rassemblements départementaux, rencontres avec les habitants dans ou à l'extérieur de la mairie, articles, signature de *l'Appel pour les communes de France*, manifestations symboliques, etc.

Cette mobilisation exceptionnelle de dizaines de milliers d'élus locaux dévoués à leur mission au service de la collectivité a permis de dialoguer avec un nombre considérable de citoyens, attachés à l'institution communale et aux services essentiels qu'elle fournit aux habitants.

Ce vaste mouvement dépasse tous les clivages politiques et concerne tous les territoires, d'autant que 18 303 communes et intercommunalités, des plus grandes aux plus petites, ont déjà délibéré pour soutenir l'action de l'AMF vis-à-vis des pouvoirs publics, ce qui est considérable et sans précédent.

36 000 élus et citoyens ont de leur côté d'ores et déjà signé *l'Appel pour les communes de France* sur le site internet change.org et sur les registres mis à disposition du public dans les mairies.

Cette journée s'est déroulée avec dignité et avec un remarquable sens des responsabilités. Elle fera date car elle a démontré, chiffres à l'appui, les risques qui pèsent sur les services et équipements publics locaux, le tissu associatif et les aides aux personnes les plus fragiles. Les conséquences seront également fortes sur les entreprises implantées dans les territoires du fait de la chute en cours de l'investissement public local qui est un moteur indispensable de la croissance dans notre pays.

L'AMF, association reconnue d'utilité publique créée en 1907, forte de 35 989 adhérents, soit 93% des communes et intercommunalités de notre pays, est l'association la plus représentative non seulement en nombre mais aussi par la diversité géographique, démographique et politique de ses membres. Ses instances dirigeantes sont composées de manière paritaire quelles que soient les majorités en place et prennent leurs décisions par consensus, en toute indépendance et dans le respect des sensibilités de chacun.

L'AMF plaide depuis plusieurs années pour que la contribution normale des collectivités locales à la réduction des déficits se fasse dans des proportions acceptables. L'ampleur du mouvement démontre que l'amputation des ressources imposée par l'Etat est beaucoup trop élevée et s'inscrit dans un calendrier intenable.

Aussi François Baroin et André Laignel, au nom de l'AMF, demandent au gouvernement la révision du plan triennal de baisse programmée de 28 milliards des dotations de l'Etat, tant dans son montant que dans son calendrier.

Cette mobilisation citoyenne va se poursuivre jusqu'au 98^{ème} Congrès des maires et présidents d'intercommunalité. L'AMF invite donc les citoyens à continuer à signer l'Appel pour les communes de France sur jaimemacommune.com ou change.org ou dans les registres mis à leur disposition dans les mairies. Elle demande également aux communes et intercommunalités de continuer à voter la [motion](#) de soutien à son action pluraliste.

Ce Congrès se tiendra à Paris du 16 au 19 novembre prochains, pendant le débat parlementaire du projet de loi de finances pour 2016 et au cours duquel l'AMF entend que les préoccupations des territoires soient prises en compte.

Comme c'est sa tradition et son rôle, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, souhaite la reprise du nécessaire dialogue républicain.

Plus d'informations sur : www.jaimemacommune.com et www.amf.asso.fr
Fil twitter : #jaimemacommune

Contacts presse : Marie-Hélène Galin, 01 44 18 13 59/ Thomas Oberlé, 01 44 18 51 91

Contacts Presse :
Marie-Hélène GALIN
Tél. 01 44 18 13 59
marie-helene.galin@amf.asso.fr

Thomas OBERLE
Tél. 01 44 18 51 91
thomas.oberle@amf.asso.fr